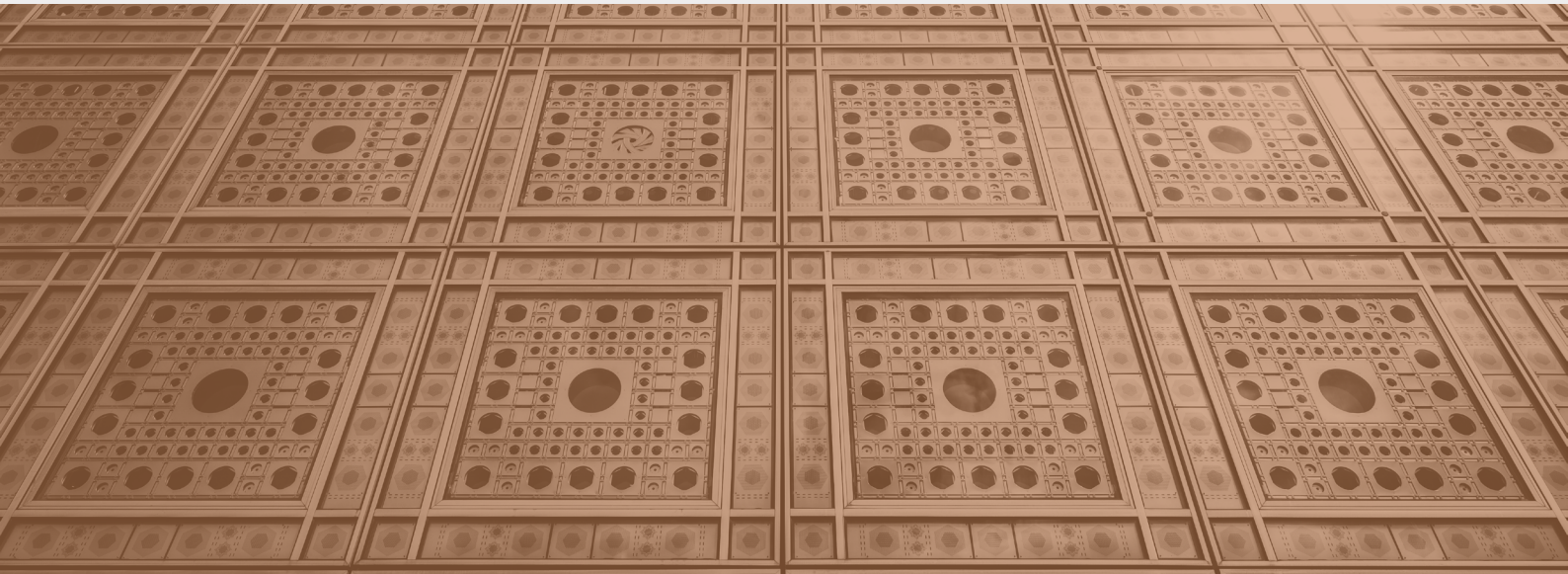
IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE du Maghreb

ALGÉRIE-MALI : CHRONIQUE D'UNE RUPTURE ANNONCÉE

Akram Kharief / Journaliste et chercheur à la Fondation Rosa Luxemburg, animateur du site Menadefense sur la sécurité en Afrique du Nord

Février 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Akram Kharief / Journaliste et chercheur à la Fondation Rosa Luxemburg, animateur du site Menadefense sur la sécurité en Afrique du Nord

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour,** chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.

PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalité politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

© IRIS - Tous droits réservés

L'annonce, le 25 janvier dernier, par la junte malienne, d'une sortie des Accords d'Alger, a été la dernière étape d'un long processus de désamour entre les pouvoirs algérien et malien. Les 3000 kilomètres qui séparent les capitales de ces deux pays cachent en réalité l'existence d'une quasi-fusion entre les populations qui vivent dans le Sud algérien et au Nord Mali. C'est de par cette proximité entre les peuples que l'Algérie et le Mali se sont impliqués dans les processus internes de l'un et l'autre pays. Le Mali nouvellement indépendant avait aidé le Front de libération nationale (FLN) à ouvrir un front à l'extrême et Sud, puis a joué le rôle de médiateur entre l'Algérie et le Maroc lors de la Guerre des Sables en 1963. Confronté à de nombreuses rébellions au Nord, le Mali a toujours su compter sur l'Algérie pour trouver des solutions politiques à ces crises, les Accords d'Alger n'en étant de fait qu'une énième itération. Le principe avancé par l'Algérie a toujours été celui de l'intangibilité des frontières de ses voisins.

LES ACCORDS D'ALGER : RAPPEL HISTORIQUE

Petit rappel historique de ce que sont les Accords d'Alger. L'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi fin 2011 a provoqué un afflux massif d'armes et d'hommes armés dans le Nord du Niger et du Mali. En septembre 2011, un convoi de Touaregs issu de ce qu'était la Brigade Maghawir, une légion touareg créée par l'ancien chef d'État libyen en 2004, quitte le Sud libyen avec armes et bagages pour le Niger et ravive immédiatement les velléités indépendantistes de cette puissante ethnie au Niger et au Mali.

Cela donnera un second souffle au Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), principale composante armée touareg au Nord Mali, qui s'emparera de la quasi-totalité en 2012 avant de reculer face aux terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Le déclenchement de l'opération Serval, puis Barkhane, et l'intervention de l'ONU à travers la MINUSMA, ont transformé le Nord Mali en un champ de guerre, dans lequel certaines parties ont choisi un virage plus politique en négociant avec l'aide d'intermédiaires avec Bamako. Ce sont principalement le MNLA, le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), qui fusionneront beaucoup plus tard en une seule entité, la Coalition des mouvements de l'Azawad (CMA). Ils seront, avec le pouvoir malien et la coalition du Nord Mali appelée Plateforme qui était proche de Bamako, les principaux signataires des Accords d'Alger et porteront la dénomination de Groupes armés signataires (GAS), en opposition aux Groupes armés terroristes (GAT), acronyme désignant les groupes affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

L'accord prévoyait de rétablir la paix au Mali par une « régionalisation », avec notamment la création d'assemblées régionales dotées de pouvoirs importants, élues au suffrage universel direct, une intégration des combattants des GAS par la création d'une armée reconstituée et un accès aux fonctions et grades supérieurs aux soldats issus du Nord, ainsi que le redressement de l'autorité de l'État, et des mesures socio-économiques en faveur du développement, la création d'un fonds de développement du Nord auquel l'Algérie participe financièrement. Autant de sujets considérés comme des composantes politiques indispensables à une sortie de crise au Mali, en plus de l'action purement militaire. C'est d'ailleurs le principe fondamental de la démarche algérienne, privilégier la solution du développement et de la réconciliation politique. Signé en 2015, sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita et en plein pic de la coalition militaire dirigée par la France au Mali, cet accord a connu une vive résistance de la part des Occidentaux qui étaient convaincus de la possibilité d'une pacification militaire du Nord Mali.

ALGÉRIE/MALI, UNE RELATION MISE À MAL PAR LES COUPS D'ÉTAT

Les coups d'État de 2020 et surtout de 2021 sont un véritable tournant pour les relations internationales du Mali, avec une rupture graduelle avec les pays occidentaux, l'expulsion de la France et des forces de la coalition militaire occidentale, puis celles de la MINUSMA, et enfin l'arrivée de la société militaire russe Wagner (aujourd'hui Africa Corpus) en appui aux Forces armées maliennes (FAMA).

L'année 2022 sera celle du début de la reconquête militaire pour les FAMA qui, avec l'appui de Wagner, adopteront une stratégie brutale pour réoccuper les zones tenues par les groupes armés. Deux ans de guerre aux dépens des populations civiles et aux politiciens du Nord, qui ont permis à Bamako de reprendre quelques villes stratégiques au Nord comme Gao, Aguelhoc et surtout Kidal considérée comme le fief des mouvements autonomistes. Cette offensive causera des centaines de morts civiles et déplacera des milliers d'autres vers l'Algérie ou les régions frontalières.

Cette situation a fini par convaincre l'Algérie de la justesse de sa position vis-à-vis des mercenaires russes de Wagner avec qui elle est confrontée en Libye depuis 2016. En décembre 2022, le Président algérien Abdelmadjid Tebboune enfonce le clou en affirmant aux intervieweurs du *Figaro* que « l'argent que coûte cette présence serait mieux placé et plus utile s'il allait dans le développement au Sahel » et d'ajouter : « Le terrorisme n'est pas ce qui me préoccupe le plus, nous pouvons le vaincre. Je suis beaucoup plus inquiet par le fait

que le Sahel s'enfonce dans la misère. Là-bas, la solution est à 80% économique et à 20% sécuritaire ».

Ces propos de la plus haute autorité de l'Algérie, pays garant des Accords d'Alger, ont probablement été le déclencheur de la brouille entre Assimi Goïta et la junte au pouvoir à Bamako, et l'Algérie.

VERS UNE BROUILLE DURABLE ?

L'entrée de Wagner, puis de l'armée malienne à Kidal, le 14 novembre 2023, a été très mal vécue par l'Algérie, car en s'attaquant à cette ville, c'est à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) que les FAMA se sont attaqués, une CMA considérée comme partie importante des Accords d'Alger par l'Algérie et quelque part même comme une alliée. Réponse du berger à la bergère, un mois plus tard l'Algérie accueillait une délégation de rebelles nord-maliens, à leur tête Alghabass Agh Intallah, chef coutumier (Amenokal) de la plus grande tribu de la confédération touareg au Nord Mali et membre de la CMA. Le 19 décembre 2023, c'est l'imam Mahmoud Dicko, personnalité politique ayant joué un rôle prépondérant dans le renversement du régime d'Ibrahim Boubacar Keita, qui est invité à Alger. L'imam qui, quelques semaines auparavant, avait renoué avec l'activité politique après des mois d'absence, s'est vu dérouler le tapis rouge et se retrouvant au Palais présidentiel d'El Mouradia pour rencontrer Abdelmadjid Tebboune.

Ce double accueil a fortement dérangé la junte malienne en pleine construction d'un narratif nationaliste, vantant l'action des FAMA et accusant la communauté internationale d'ingérence. Cela provoqua, fin décembre, le rappel des ambassadeurs des deux pays par leurs autorités et des communiqués officiels enflammés. Retour au calme, début janvier 2024, après la discrète visite d'un émissaire malien à Alger. Il sera bien reçu et les deux parties s'entendront sur un retour progressif à la normale après ce qui a été décrit comme un malentendu. Car, l'Algérie, garant de l'application des Accords pour la Paix et la réconciliation issus du processus d'Alger, est légalement en droit d'accueillir les parties signataires des Accords en vue de favoriser son application et dépasser les éventuels écueils à son application.

Quelques jours plus tard lors du sommet des pays non-alignés organisé à Kampala en Ouganda, une mention relative à l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger apparait dans le texte du document final du sommet. Bamako accuse Alger d'être derrière l'adoption de la mention, l'Algérie niant par le biais d'un communiqué du ministère des Affaires étrangères. « La délégation algérienne dément formellement avoir pris une telle

initiative. Tout ce que le document final de Kampala comprend comme langage à propos de la crise malienne a été adopté depuis la réunion ministérielle de Bakou », affirme le communiqué. « Ce langage appartient en propre au Mouvement des non-alignés et l'Algérie n'est intervenue à aucun moment dans sa formulation », concluait-il.

Pour Bamako le mal est fait, la décision est prise de sortir de l'Accord et c'est dans un communiqué très virulent que s'exprime cette décision. Le communiqué lu par un militaire au journal télévisé de l'*ORTM,* la radio et télévision malienne*,* tenait des propos très durs à l'encontre de l'Algérie décrite comme abritant des groupes terroristes (le CMA) et se voyant accusée d'avoir favorisé le terrorisme au Mali, voire d'avoir fait preuve d'ingérence.

En coulisse à Alger, on fait la part des choses, la junte est hors-jeu, elle n'a jamais fait part d'une volonté de rapprochement avec l'Algérie. Pis encore, pour alimenter sa guerre, Bamako a fait appel à une coalition informelle composée de pays ayant tous des visées sur la région du Sahel : Turquie, Russie, Émirats arabes unis, Maroc. C'est d'ailleurs ce dernier pays qui aurait, selon des sources algériennes, monté les Maliens contre les Algériens lors du sommet de Kampala. Le Maroc y est allé avec son ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita et l'Ambassadeur marocain à l'ONU, Omar Hilale, farouche détracteur de l'Algérie. L'idée de la manipulation marocaine est alimentée aussi par le mini-sommet organisé à Marrakech par les Marocains avec certains responsables de pays enclavés du Sahel. Un évènement promettant aux Maliens, Nigériens, Burkinabè et Tchadiens un accès à l'Atlantique, en faisant fi de l'existence de possibilités plus réalistes avec le Sénégal et la Mauritanie. Cette initiative apparue comme par magie en pleine crise entre Alger et Bamako a été vue par l'Algérie comme un indice de cette manipulation marocaine.

***

Entre narratif anticolonialiste applaudi par l'Algérie et soutenu par ses médias officiels et non officiels depuis plusieurs années et nécessité de trouver une solution à la crise malienne, Alger est à la recherche d'une stratégie efficace pour reprendre la main, préserver ses frontières, préserver ses alliés dans la région et renouer avec un pouvoir bamakois très fragile économiquement et politiquement et débranché de la communauté internationale.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.